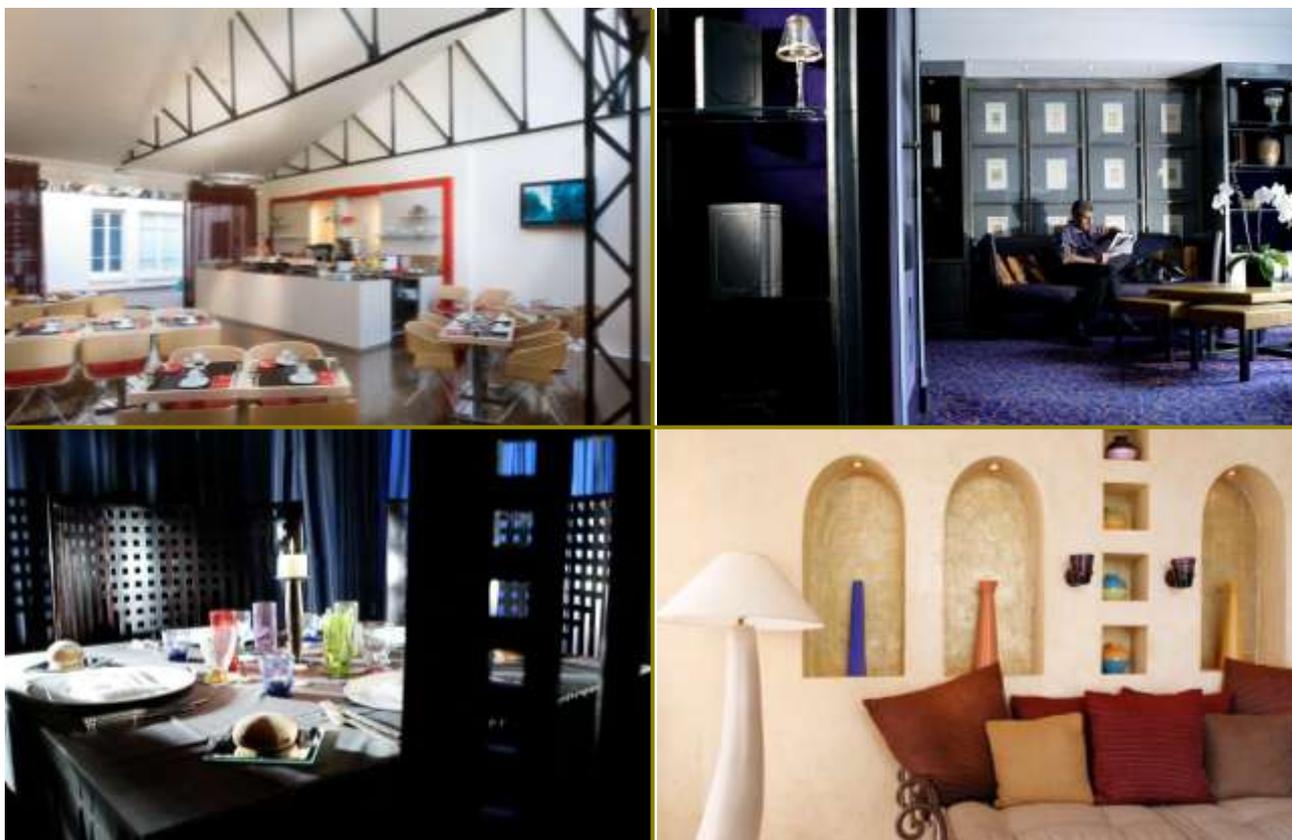


# Les Hôtels de Paris

## Rapport financier semestriel 2012



## I. Rapport d'activité

### A. Activité

#### 1. Comptes consolidés synthétiques

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2012 s'établit à 11 390 milliers d'euros soit une progression de 3,9 % par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires se décompose ainsi qu'il suit, en fonction de la nature de l'activité :

- ⇒ Chiffre d'affaires lié à l'exploitation des hôtels : 11 022 k€, en hausse de 4,2 % par rapport au 30 juin 2011 ;
- ⇒ Chiffre d'affaires lié à la gestion des hôtels en concession de marque : 198 k€ en baisse 1,0 % par rapport au 30 juin 2011 ;
- ⇒ Chiffre d'affaires lié aux refacturations et loyers : 170 k€. est lui en baisse de 9,1 %)

Le résultat courant opérationnel s'établit à 1 496 k€ en hausse de 14,5 %.

Les charges de personnel s'établissent à 3.830 k€ en hausse de 4,0 %.

Le résultat opérationnel affiche un bénéfice de 1 628 k€.

Le résultat net consolidé - part du groupe de l'exercice affiche un bénéfice de 1 026 k€, contre une perte de 4 098 k€ au 30 juin 2011.

(en k€)	30/06/12 IFRS	30/06/11 IFRS
Chiffre d'affaires	11 390	10 966
Résultat courant opérationnel	1 496	1 307
Résultat opérationnel	1 628	(4 139)
Coût de l'endettement financier net	24	(556)
Résultat avant impôt	1 607	(4 637)
Résultat net	1 026	(4 098)

#### 2. Comptes sociaux SA Les Hôtels de Paris

Le chiffre d'affaires s'élève à la somme de 11 390 k€ et le résultat net affiche un bénéfice de 887 k€.

### B. Faits marquants

#### 1. Evolution du litige concernant le bail du Pavillon Saint Augustin

Par un arrêt rendu en date du 13 octobre 2011, la Cour d'Appel de Paris a confirmé, à l'inverse de notre meilleure estimation et de l'avis de nos avocats, le jugement rendu en 1ère instance par le Tribunal de Commerce de Paris le 20 décembre 2010, qui déclarait la clause résolutoire acquise au bailleur, la CRPCEN, pour non-respect de l'ordonnance du 18 décembre 2009 portant sur les modalités de paiement de l'arriéré locatif.

L'impact sur les comptes de la société Les Hôtels de Paris de l'éventuelle perte du fonds de commerce du Pavillon Saint Augustin a été provisionné en totalité en 2011. La société a éteint toute les voies de recours de cette procédure.

Dans l'attente, la société poursuit l'exploitation de l'hôtel et continue de respecter ses engagements de paiement des loyers dans les délais convenus.

## *2. Evolution des procédures dans le cadre du litige Villa Royale*

La SA Royal Pigalle avait, les 1er et 3 mars 2010, introduit un recours en révision à l'encontre de l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris le 29 mars 2006. En date du 30 novembre 2011, la Cour d'appel de Paris a rejeté le recours en révision. La société a formé un pourvoi en cassation.

A ce stade de la procédure et compte tenu des informations disponibles, la société a ajusté les provisions pour maintenir le niveau de prise en compte du risque de perte du fonds de commerce en totalité.

## **C. Perspectives**

Après un 1er trimestre positif pendant lequel le groupe a bénéficié du dynamisme de l'activité soutenu par les salons professionnels et la clientèle tourisme qui permet une progression du chiffre d'affaires de 7,8 % sur le premier trimestre, la croissance du chiffre d'affaires s'est confirmée sur le deuxième et troisième trimestres. La progression constatée sur les prestations hôtelières est de 1,9 % sur le troisième trimestre.

Cette progression est portée par une demande soutenue, qui permet l'augmentation conjointe du taux d'occupation et du prix moyen.

Au cumul, l'augmentation du chiffre d'affaires se confirme et le portefeuille de réservation des mois de novembre et décembre permettent de confirmer la tendance constatée.

## **D. Faits postérieurs à la clôture**

### *1. Cession d'actifs*

Dans le cadre des projets de restructuration financière, la société a engagé un processus de cession de deux des actifs qu'elle détient. Cette opération vise à rétablir les fondamentaux financiers de la société.

Ces cessions portent sur les fonds de commerce des deux hôtels ainsi que sur les murs détenus en pleine propriété ou par le biais de crédit-bail.

### *2. Fusion absorption avec la SAS Compagnie Financière du Trocadéro*

Conformément aux demandes récurrentes de ses actionnaires, la société Les Hôtels de Paris a décidé d'examiner les possibilités de procéder dans un avenir proche à un rapprochement éventuel avec la société Compagnie Financière du Trocadéro, société qui détient principalement à Paris un ensemble d'hôtels de même catégorie que ceux qu'elle exploite elle-même.

La société Compagnie Financière du Trocadéro compte parmi ses actifs une participation dans le capital de la société Les Hôtels de Paris pour 18,24%.

Les deux sociétés ayant des activités hôtelières similaires, cette opération de fusion permettrait une meilleure visibilité du Groupe sur le marché.

Sur le plan économique, cette fusion répond aux besoins de consolidation commerciale et financière que les incertitudes liées à la crise que traverse l'économie française et mondiale accentuent.

L'exploitation de l'ensemble des hôtels détenus par les sociétés en question sous la même enseigne « Les Hôtels de Paris » rend évident sur le plan opérationnel cette opération.

Enfin, l'existence d'organes représentatifs du personnel commun au sein de l'UES « Les Hôtels de Paris » conforte la nécessité de cette opération.

Au surplus, cette fusion s'inscrit dans le mouvement de simplification juridique du Groupe et de rationalisation des coûts y afférents amorcé en 2010 et poursuivi en 2011.

Ce projet de fusion devrait être présenté aux actionnaires lors d'une assemblée générale devant intervenir avant la fin de l'exercice.

## **E. Facteurs de risques et transactions entre les parties liées**

### *1. Facteurs de risques*

Les principaux risques et incertitudes auxquels est soumis le groupe sont détaillés dans le chapitre Analyse et gestion des risques du rapport financier annuel 2011 disponible sur le site de la société (<http://www.leshotelsdeparis.biz>). Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l'exercice encours et il n'est pas anticiper d'incertitudes majeures ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le rapport financier annuel 2011.

### *2. Transactions entre les parties liées*

Les transactions envers les parties liées sont exposées dans la note 9 de l'annexe aux comptes consolidés du présent rapport.

## **F. Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel**

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 30 octobre 2012.

Patrick Machefert  
Président Directeur Général

## II. Comptes consolidés au 30 juin 2012

### A. Bilan consolidé en normes IFRS

<b>Actif</b> (en milliers d'euros)	<b>30/06/12</b>	<b>31/12/11</b>
Goodwill fonds de commerce	25 672	25 672
Immeuble de placement	3 376	3 376
Immobilisations incorporelles	65	65
Immobilisations corporelles	31 028	31 391
Titres mis en équivalence	1 231	1 277
Autres immobilisations financières	219	169
Actif d'impôt différé	931	1 019
Total actifs non courants	62 522	62 969
Stocks et encours	106	116
Créances clients et comptes rattachés	2 562	2 871
Autres créances et comptes de régularisation	9 141	8 335
Trésorerie et équivalents de trésorerie	373	179
Total actifs courants	12 182	11 501
<b>Total actif</b>	<b>74 703</b>	<b>74 471</b>
<b>Passif</b> (en milliers d'euros)	<b>30/06/12</b>	<b>31/12/11</b>
Capital	10 000	10 000
Prime d'émission	10 036	10 036
Prime de fusion	9 570	9 570
Réserves consolidées – part du groupe	6 698	10 094
Réserves consolidées – part des minoritaires	0	0
Résultat de l'exercice- part du groupe	1 026	(3 396)
Résultat de l'exercice – part des minoritaires	0	0
Total capitaux propres	37 330	36 304
Dettes financières long terme (part > à 1 an)	12 695	12 948
Impôt différé passif	2 418	2 285
Provisions pour risque et charge à caractère non courant	18	27
Autres passifs non courants	2 589	2 829
Total passifs non courants	17 720	18 089
Dettes financières (part < à 1 an)	4 159	4 054
Provisions pour risque et charge à caractère courant (< à 1 an)	2 287	2 308
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 586	4 472
Dettes fiscales et sociales	9 166	9 071
Autres dettes et comptes de régularisation	455	172
Total passifs courants	19 652	20 077
<b>Total passif</b>	<b>74 703</b>	<b>74 471</b>

## B. Compte de résultat consolidé en normes IFRS

<b>Compte de résultat</b> (en milliers d'euros)	<b>30/06/12</b> <b>6 mois</b>	<b>30/06/11</b> <b>6 mois</b>
Chiffre d'affaires	11 390	10 966
Achats d'exploitation	(5 094)	(4 797)
Charges de personnel	(3 830)	(3 682)
Impôts et taxes	(627)	(504)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	(354)	(586)
Autres produits et charges	12	(90)
Charges courantes opérationnelles	(9 894)	(9 659)
<b>Résultat courant opérationnel</b>	<b>1 496</b>	<b>1 307</b>
Autres produits et charges opérationnels	132	(5 446)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 628</b>	<b>(4 139)</b>
Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie	300	106
Coût de l'endettement financier brut	(276)	(662)
Coût de l'endettement financier net	24	(556)
<b>Résultat opérationnel après coût de l'endettement</b>	<b>1 653</b>	<b>(4 696)</b>
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(46)	58
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 607</b>	<b>(4 637)</b>
Charge d'impôt courant	(359)	(189)
Charge d'impôt différé	(221)	728
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 026</b>	<b>(4 098)</b>
Résultat net part des minoritaires	0	0
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>1 026</b>	<b>(4 098)</b>
Nombre moyen d'actions	4 333 103	4 333 103
Résultat par action	0,23	(0,95)

<b>Etat de résultat global</b> (en milliers d'euros)	<b>30/06/12</b> <b>6 mois</b>	<b>30/06/11</b> <b>6 mois</b>
Réévaluation des immobilisations corporelles		
Variation de la juste valeur des immeubles de placement	0	0
Charge nette d'impôt sur le résultat comptabilisée directement en capitaux propres	0	0
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Résultat de la période	1 026	(4 098)
<b>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</b>	<b>1 026</b>	<b>(4 098)</b>

### C. Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/12 6 mois	31/12/11 12 mois	30/06/2011 6 mois
Trésorerie à l'ouverture	<b>(750)</b>	<b>(1 028)</b>	<b>(1 028)</b>
Résultat net des sociétés intégrées	1 026	(3 395)	(4 098)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	460	7 956	6 262
Charge d'impôt (exigible et différé)	221	(337)	(728)
Plus-values de cession nette d'impôt	(137)		
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	46	(76)	(58)
Coût de l'endettement financier net	225	876	662
Capacité d'autofinancement	<b>1 842</b>	<b>5 024</b>	<b>2 040</b>
Variation sur clients et autres créances	(598)	(4 095)	(2 806)
Variation sur fournisseurs et autres dettes	(748)	2 133	1 367
Flux de trésorerie liés à l'activité	<b>(1 346)</b>	<b>(1 961)</b>	<b>(1 439)</b>
Opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(16)	(3)	(4)
Acquisition d'immobilisations financières	(50)	0	(28)
Cession d'immobilisations incorporelles		(28)	
Cession d'immobilisations corporelles			
Cession d'immobilisations financières	137	0	0
Entrée de périmètre			
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées et destinées à être cédées			
Flux de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	<b>71</b>	<b>(31)</b>	<b>(32)</b>
Opérations de financement			
Remboursement sr immobilisations en crédit bail	0	0	0
Augmentation (réduction) de capital et prime d'émission nette de frais			
Augmentation (remboursement) nette des emprunts	(459)	(1 877)	(568)
Intérêts financiers nets versés	(225)	(876)	(662)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	<b>(684)</b>	<b>(2 754)</b>	<b>(1 230)</b>
Variation de la trésorerie	(117)	278	(661)
Trésorerie à la clôture	<b>(867)</b>	<b>(750)</b>	<b>(1 689)</b>

## D. Variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2012

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux	Résultat de l'exercice	capitaux propres
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	<b>661</b>	<b>29 872</b>	<b>6 294</b>	<b>121</b>	<b>2 752</b>	<b>39 699</b>
Affectation du résultat			2 752		(2 752)	
Opérations sur capital						
Paiement fondés sur des actions						
Opérations des titres auto-détenus						
Dividendes						
Résultat net de la période					(4 098)	(4 098)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Variation de périmètre						
<b>Capitaux propres au 30 juin 2011</b>	<b>661</b>	<b>29 872</b>	<b>9 046</b>	<b>121</b>	<b>(4 098)</b>	<b>35 601</b>
Affectation du résultat						
Opérations sur capital	9 339	(9 339)				
Paiement fondés sur des actions						
Opérations des titres auto-détenus						
Dividendes						
Résultat net de la période					702	702
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Variation de périmètre						
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2011</b>	<b>10 000</b>	<b>20 533</b>	<b>9 046</b>	<b>121</b>	<b>(3 396)</b>	<b>36 304</b>
Affectation du résultat			(3 396)		3 396	
Opérations sur capital						
Paiement fondés sur des actions						
Opérations des titres auto-détenus						
Dividendes						
Résultat net de la période					1 026	1 026
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Variation de périmètre						
<b>Capitaux propres au 30 juin 2012</b>	<b>10 000</b>	<b>20 533</b>	<b>5 650</b>	<b>121</b>	<b>1 026</b>	<b>37 330</b>

Aucun dividende n'a été mis en distribution au cours de la période

### III. Notes relatives aux comptes consolidés semestriels

Les Hôtels de Paris (la « Société ») et sa filiale (formant ensemble le « Groupe ») exploite sur Paris 17 hôtels en propre et gère 7 hôtels par le biais de contrats de concession de marque et de prestation de service.

Les comptes semestriels du groupe Les Hôtels de Paris couvrent une période de 6 mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2012.

La Société est cotée à la Bourse de Paris Eurolist C.

La publication de ces Etats financiers consolidés résumés a été arrêtée par le Conseil d'Administration du 30 octobre 2012.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

#### A. Principes comptables

##### 1. Principes de consolidation et déclaration de conformité

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêté. Ces normes comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (disponibles sur le site de l'Union Européenne : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)).

Les états financiers consolidés semestriels condensés (« états financiers consolidés ») ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société les Hôtels de Paris et des filiales qu'elle contrôle pour la période du 1er janvier au 30 juin 2012.

Les comptes intermédiaires suivent les mêmes règles et méthodes comptables que celles adoptées pour les comptes annuels établis au 31 décembre 2011 (la description de ces principes et modalités est présentée dans l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2011) à l'exception des dispositions spécifiques d'IAS 34 et des amendements des normes IFRS et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2012. Ces derniers concernent particulièrement :

- Amendement IFRS7 – instruments financier : Informations financiers – Transferts d'actifs financiers sans incidence sur les états financiers consolidés.

Les autres amendements ou nouvelles normes publiées au cours du premier semestre 2012 n'ont pas d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe en comparaison de ceux appliqués au 31 décembre 2011. Ces nouveaux amendements ou normes sont les suivants :

- Amendement IAS12 – Impôts sur le résultat – Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée dans les états financiers consolidés intérimaires au 30 juin 2012 des textes suivants déjà publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'Union Européenne :

- Instruments financiers : classement évaluation des actifs financier IFRS 9
- Etats financiers consolidés IFRS 10
- Accords conjoints IFRS11
- Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités IFRS 12
- Evaluation à la juste valeur IFRS 13
- Participations dans les sociétés associées et des co-entreprises IAS 28 révisée
- Présentation des éléments du résultat global consolidé amendements à IAS1
- Avantages au personnel IAS 19 révisée

Le processus de détermination par le Groupe des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

## *2. Méthodes et règles d'évaluation*

L'élaboration des comptes consolidés en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de la période.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles et qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

Le Groupe n'a pas connu d'évolution particulière quant à sa politique de gestion des risques de change, de taux et de crédit sur le semestre.

Les principales sources d'incertitude relatives aux hypothèses clés et aux appréciations portent sur les pertes de valeur d'actifs non financiers, les écarts d'acquisition et les provisions pour risques.

## *3. Saisonnalité de l'activité*

L'activité de la société n'est pas soumise à une saisonnalité de nature à affecter de manière sensible la compréhension des états financiers semestriels.

## **B. Périmètre et méthodes de consolidation**

Au cours de la période, il n'y a pas eu de changement de périmètre.

## **C. Événement post clôture**

### *1. Cession d'actifs*

Dans le cadre des projets de restructuration financière, la société a engagé un processus de cession de deux des actifs qu'elle détient. Cette opération vise à rétablir les fondamentaux financiers de la société.

Ces cessions portent sur les fonds de commerce des deux hôtels ainsi que sur les murs détenus en pleine propriété ou par le biais de crédit-bail.

### *2. Fusion absorption avec la SAS Compagnie Financière du Trocadéro*

Conformément aux demandes récurrentes de ses actionnaires, la société Les Hôtels de Paris a décidé d'examiner les possibilités de procéder dans un avenir proche à un rapprochement éventuel avec la société Compagnie Financière du Trocadéro, société qui détient principalement à Paris un ensemble d'hôtels de même catégorie que ceux qu'elle exploite elle-même.

La société Compagnie Financière du Trocadéro compte parmi ses actifs une participation dans le capital de la société Les Hôtels de Paris pour 18,24%.

Les deux sociétés ayant des activités hôtelières similaires, cette opération de fusion permettrait une meilleure visibilité du Groupe sur le marché.

Sur le plan économique, cette fusion répond aux besoins de consolidation commerciale et financière que les incertitudes liées à la crise que traverse l'économie française et mondiale accentuent.

L'exploitation de l'ensemble des hôtels détenus par les sociétés en question sous la même enseigne « Les Hôtels de Paris » rend évident sur le plan opérationnel cette opération.

Enfin, l'existence d'organes représentatifs du personnel commun au sein de l'UES « Les Hôtels de Paris » conforte la nécessité de cette opération.

Au surplus, cette fusion s'inscrit dans le mouvement de simplification juridique du Groupe et de rationalisation des coûts y afférents amorcé en 2010 et poursuivi en 2011.

Ce projet de fusion devrait être présenté aux actionnaires lors d'une assemblée générale devant intervenir avant la fin de l'exercice.

## D. Notes sur le compte de résultat

### 1. Analyse du chiffre d'affaires

L'analyse sectorielle du chiffre d'affaires semble peu pertinente eu égard à la structure même du groupe, cependant le chiffre d'affaires peut être réparti de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30/06/12	30/06/11
Activités hôtelières	11 022	10 579
Prestations de services et de concession de marque	198	200
Autres	170	187
<b>Total</b>	<b>11 390</b>	<b>10 966</b>

### 2. Charges d'exploitation courantes

(en milliers d'euros)	30/06/12	30/06/11
Energie	419	277
Entretien et maintenance	323	382
Nettoyage	664	496
Personnel détaché	40	40
Locations et charges locatives	1 669	1 615
Communication	15	63
Honoraires	199	397
Commissions d'intermédiaires	774	548
Autres charges d'exploitation	992	980
<b>Total charges d'exploitation courantes</b>	<b>5 094</b>	<b>4 797</b>

Au 30 juin 2012, les loyers s'élèvent à 1 669 k€ contre 1 615 k€ au 30 juin 2011.

Ces charges de loyers correspondent à des contrats de location simple.

(en milliers d'euros)	30/06/12	30/06/11
Locations immobilières (hôtels et siège)	1 291	1 227
Locations mobilières (dont linge)	366	375
Charges locatives	12	13
<b>Total</b>	<b>1 669</b>	<b>1 615</b>

### 3. Autres produits et charges opérationnels

Au 30 juin 2012, les autres produits et charges opérationnels représentent un produit net non courant de 132 K€, soit une variation de 5,6 M€ correspondant à la provision constatée en 2011 dans le cadre du litige sur le bail de St Augustin.

#### 4. Le coût de l'endettement financier brut

Les intérêts financiers constituant le coût de l'endettement financier brut sont liés aux emprunts et dettes auprès des établissements de crédit et des organismes de crédit-bail.

(en milliers d'euros)	30/06/12	30/06/11
Intérêts sur emprunts	134	116
Dépréciation compte courant	44	
Intérêts sur crédit-bail	79	546
Découverts bancaires	19	(1)
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>276</b>	<b>662</b>

#### 5. Impôt

Le taux d'imposition retenu est le taux légal soit 33,33%.

La charge d'impôt se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/12	30/06/11
Impôts exigibles	359	189
Impôts différés	221	(728)
<b>Total</b>	<b>580</b>	<b>(539)</b>

La différence entre la charge d'impôt comptabilisée et l'impôt qui serait constaté au taux nominal s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/12	30/06/11
Résultat avant impôts, écart d'acquisition, et quote-part mise en équivalence	1 653	(4 696)
Impôt théorique sur résultat	551	(1 565)
Différences permanentes	29	1 026
Charge nette d'impôt constatée dans les comptes	580	(539)

## E. Notes sur le bilan

### 1. Les fonds de commerce et goodwill

(en milliers d'euros)	31/12/11	Augmentation	Diminution	30/06/12
Fonds de commerce	25 672			25 672
Goodwill sur filiales et participations	812			812
Dépréciation	(812)			(812)
<b>Fonds de commerce et goodwill nets</b>	<b>25 672</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 672</b>

### 2. Les immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/11	Augmentation	Diminution	Reclassement	30/06/12
Terrains	1 313				1 313
Constructions	25 677	16			25 693
Crédits-baux immobiliers et mobiliers	12 949				12 949
Matériels et outillages	2 453				2 453
Autres immobilisations	8 960				8 960
Montant brut	51 352	16			51 368
Amortissement et provisions des immobilisations	13 161	412			13 573
Dépréciations liées à la villa Royale	991		(70)		921
Dépréciations liées au Pavillon Saint Augustin	153		(7)		146
Amortissement des crédits-baux immobiliers et mobiliers	2 281	43			2 324
Montant des amortissements.	16 587	455	(77)		16 964
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>34 765</b>				<b>34 249</b>
<b>Immeuble de Placement</b>	<b>3 376</b>				<b>3 376</b>
<b>Immobilisations corporelles hors Immeuble de placement</b>	<b>31 389</b>	<b>455</b>	<b>(77)</b>		<b>31 028</b>

Les immobilisations financées par crédit-bail sont incluses dans le tableau des immobilisations, et se ventilent par nature de contrat de la manière suivante au 30 juin 2012 :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Redevances
Constructions et terrains (*)	12 166	397
Climatiseur	327	0
Matériel informatique	327	0
Matériel vidéo et audio	129	0
<b>Total</b>	<b>12 949</b>	<b>397</b>

(\*) la valeur des terrains s'élève à 3 442 k€

### 3. Les titres mis en équivalence

La société Hôtels et Restaurants de Paris SAS détenue à hauteur de 20% (HRP SAS) est consolidée par mise en équivalence. La contribution de cette société au 30 juin 2012 s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Contribution aux capitaux propres	Contribution au résultat consolidé	Total
Hôtels et Restaurants de Paris SAS	1 275	(46)	1 229
<b>Total</b>	<b>1 275</b>	<b>(46)</b>	<b>1 229</b>

Au titre de la période, la société Hôtels et Restaurants de Paris dégage un résultat net déficitaire de 231 k€. La quote-part de résultat déficitaire à intégrer en consolidation s'établit à 46 k€.

### 4. Capital

Au 30 juin 2012, le capital social est composé de 4 333 103 actions. Il n'existe pas d'instrument dilutif en circulation à cette même date.

(en euros)	Nombre de titres	Montant
Titres en début d'exercice	4 333 103	10 000 000
Titres émis en cours d'exercice		
Titres en fin d'exercice	4 333 103	10 000 000

### 5. Provisions pour risques et charges et engagements sociaux

(en milliers d'euros)	31/12/11	Dotation période	Reprise (non utilisée)	Reprise (utilisée)	Reclassement en dépréciation d'actif	30/06/12
Provision pour retraites	27		9			18
Provision pour risques et charges						
<b>Total provisions à caractère non courant</b>	<b>27</b>		<b>9</b>			<b>18</b>
Provisions fiscales, litiges et autres	2 309	85	(106)			2 287
<b>Total provisions à caractère courant</b>	<b>2 309</b>	<b>85</b>	<b>(106)</b>			<b>2 287</b>

### 6. Emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/11	30/06/12			
	Total	Total	< à 1 an	De 1 à 5 ans	> à 5 ans
Emprunts / dettes auprès des établissements de crédits	9 405	8 916	2 350	3 025	3 541
Emprunts / dettes auprès des organismes de crédit bail	6 633	6 315	569	2 785	2 961
Concours bancaires	929	1 240	1 240		
Emprunts et dettes financières diverses	35	383		354	29
<b>Total</b>	<b>17 002</b>	<b>16 853</b>	<b>4 159</b>	<b>6 163</b>	<b>6 532</b>

## 7. Analyse de la trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/12	31/12/11	30/06/11
Trésorerie	374	179	144
Équivalents de trésorerie (disponibilités, OPCVM)			
Dépréciation placements court terme			
<b>Total</b>	<b>373</b>	<b>179</b>	<b>144</b>
<b>Concours bancaires</b>	<b>(1 240)</b>	<b>(929)</b>	<b>(1 833)</b>
<b>Trésorerie nette</b>	<b>(867)</b>	<b>(750)</b>	<b>(1 689)</b>

## 8. Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont les sociétés ayant conclu un contrat de prestations de services et de concession de marque avec Les Hôtels de Paris, ainsi que les autres sociétés ayant les mêmes dirigeants et avec lesquelles il existe des prestations.

D'une manière générale, il n'y a pas eu d'évolution sur la période dans le périmètre des entreprises liées ou dans la nature des prestations pour un montant total de 198 k€ présenté en chiffre d'affaires. La créance avec ces parties liées s'élève à 198 k€.

Des conventions de gestion centralisée de trésorerie se poursuivent au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012. Celles-ci se résultent au 30 juin 2012 par la détention par la SA les Hôtels de Paris des comptes courants débiteurs suivants :

- Envers la SAS Hôtels et Restaurants de Paris, 2.083 K€
- Envers la SAS Compagnie Financière du Trocadéro, 6 558 K€
- Envers la SNC Rond-Point, 44 K€ totalement déprécié

## 9. Note relative au tableau de flux de trésorerie

Détermination de la capacité de financement.

(en milliers d'euros)	30/06/12	30/06/11
Résultat net des activités poursuivies	1 026	(4 098)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalences	46	(58)
Dotations / reprises aux amortissements et provisions pour risques et charges	460	6.262
<b>Capacité d'autofinancement avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts, des plus values de cession nette d'impôt</b>	<b>1 532</b>	<b>1.956</b>

## 10. Engagements

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2011 n'ont pas évolué de façon significative.

# LES HÔTELS DE PARIS

---

S.A. au Capital de 10 000 000 €

Siège Social : 20, avenue Jules Janin  
75116 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR  
L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2012

MBV & Associés  
39, avenue de Friedland  
75008 PARIS

COREVISE  
3/5, rue Scheffer  
75016 PARIS

Commissaires aux Comptes  
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

## **Aux actionnaires,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société LES HÔTELS DE PARIS, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

### 1.1.1. Fait à Paris, le 31 octobre 2012

Les Commissaires aux Comptes

MBV & Associés

COREVISE

Laure SALUDES

Associé

François AUPIC

Associé